

ARRÊTÉ

LE PREFET DE LA REGION PAYS-DE-LA-LOIRE
PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

VU le titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le titre IV du Livre V du Code de l'Environnement relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement, notamment son article 18,

VU l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets ménagers et assimilés,

VU l'arrêté préfectoral du 25 février 1980 autorisant le Sivom du Val Saint Martin à exploiter une décharge contrôlée de déchets ménagers et assimilés à Saint-Michel-Chef-Chef, au lieu-dit « L'Aiguillon »,

VU l'arrêté préfectoral du 5 novembre 1999 fixant les garanties financières liées à l'exploitation du site de Saint-Michel-Chef-Chef précité,

VU l'arrêté préfectoral du 3 avril 2002 autorisant le Syndicat Mixte du Val Saint-Martin, successeur du Sivom du Val Saint-Martin, à poursuivre l'exploitation du site de Saint-Michel-Chef-Chef précité jusqu'en 2004, avec une capacité annuelle d'accueil de déchets ménagers et assimilés portée à 25 000 t/an,

VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2003 autorisant la Communauté de Communes de PORNIC succédant au Syndicat Mixte du Val Saint-Martin, à accueillir et traiter sur son site de Saint-Michel-Chef-Chef précité, les mâchefers provenant de l'incinérateur de Saint-Viaud, et intégrant les prescriptions additionnelles nécessaires pour ajuster l'arrêté préfectoral du 3 avril 2002 à l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié,

VU le dossier présenté le 13 juin 2003 par la Communauté de Communes de PORNIC et complété les 13 avril, 16 juin et 13 septembre 2004, en vue de demander la poursuite de l'exploitation de son site de stockage de déchets ménagers et assimilés de Saint-Michel-Chef-Chef jusqu'en janvier 2009 avec une capacité d'accueil de 24 500 t/an sans extension de surface de la zone d'enfouissement,

VU le rapport de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur Principal des installations classées, en date du 14 octobre 2004,

VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 10 novembre 2004,

VU le projet d'arrêté transmis à la Communauté de Communes de PORNIC, en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 susvisé en l'invitant à formuler ses observations dans un délai de 15 jours,

VU la lettre en date du 29 novembre 2004 du Président de la Communauté de Communes de PORNIC,

CONSIDERANT que pour la poursuite de l'exploitation du site jusqu'en janvier 2009 avec une capacité de 24 500 t/an, la Communauté de Communes de PORNIC a prévu des dispositions pour porter la cote maximale du site, y compris la couverture finale, à 57,2 mètres au point le plus haut (cote NGF) en s'assurant du maintien de l'intégrité du confinement des déchets enfouis ainsi que de la bonne intégration paysagère des installations dans l'environnement,

CONSIDERANT que les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 3 avril 2002 réglementant le site et celles du 5 novembre 1999 relatif aux montants des garanties financières, doivent être en conséquence actualisées et modifiées,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire-Atlantique,

A R R E T E

ARTICLE 1er : Objet

La Communauté de Communes de PORNIC, dont le siège est à la mairie annexe du bourg du Clion-sur-mer à Pornic, est autorisée à poursuivre l'exploitation de son installation de stockage de déchets ménagers et assimilés, située au lieu dit « L'Aiguillon » à Saint-Michel-Chef-Chef, jusqu'au 31 janvier 2009, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Les prescriptions du présent arrêté modifient celles de :

- l'arrêté préfectoral du 3 avril 2002 prises pour la poursuite de l'exploitation du site qui restent applicables en tout ce qu'elles ne sont pas modifiées par le présent arrêté et celui du 10 décembre 2003 ci après évoqué ;
- l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 5 novembre 1999 relatif au montant des garanties financières.

Restent applicables, par ailleurs, les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2003 relatives :

- à l'accueil et au traitement des mâchefers de l'incinérateur de Saint-Viaud en vue notamment de l'utilisation de la partie fine avec les matériaux drainant de la couche de couverture site ;

➤ à la mise en conformité du site avec l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets ménagers et assimilés. Cet arrêté complète l'arrêté préfectoral du 3 avril 2002 en ce qui concerne les articles 5.1 (conception de l'installation de collecte et de drainage des lixiviats) et 7 (mise en place d'un quatrième piézomètre en aval hydraulique du site) et remplace l'article 8 du même arrêté préfectoral en ce qui concerne la gestion des biogaz.

Cette installation relève de la rubrique ci après de la nomenclature des installations classées.

| Rubrique | Désignation | Caractéristiques du site | Classement |
|-----------|--|--|--------------|
| 322- B- 2 | Stockage et traitement des ordures ménagères et autres résidus urbains : traitement-décharge | Décharge de déchets ménagers, la capacité annuelle d'accueil étant de 24 500 t/an | Autorisation |

Avant le terme de l'année 2004, l'exploitant adresse à M. le Préfet les éléments d'information concernant les mesures d'élimination des déchets prévues après la fermeture de l'installation de stockage de Saint-Michel-Chef-Chef.

Un état d'avancement de ce programme de réalisation des mesures ci dessus est ensuite transmis tous les six mois.

ARTICLE 2 : Conditions générales de l'autorisation

2.1 Conformité aux plans et données techniques

La poursuite de l'exploitation doit être conforme aux plans et données techniques décrits aux éléments du dossier du 13 juin 2003 complété les 13 avril, 16 juin et 13 septembre 2004 transmis à M. le Préfet.

2.2 Profils du site

Les deux premiers alinéas de l'article 2.5 de l'arrêté préfectoral du 3 avril 2002 sont ainsi modifiés :

« A la date du 1^{er} mars 2004, le vide de fouille disponible pour l'enfouissement est de 97 870 m³.

*Les profils finaux des installations correspondantes sont fournis en **annexe 1** qui remplace l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 3 avril 2002. La hauteur du point le plus élevé après exploitation est de **57,2 mètres en cote NGF** (y compris la couverture finale). Les dispositifs de collecte et de traitement des lixiviats et biogaz, tels que la torchère et les puits de collecte de biogaz, ne sont pas concernés par la hauteur maximale à respecter. Toutefois, l'exploitant prévoit des mesures pour la bonne intégration dans l'environnement de ces derniers dispositifs telles que celles recommandées dans l'étude paysagère de mars 2004 ».*

2.3 Garanties financières

La poursuite de l'exploitation des installations est subordonnée à la modification du montant et de l'échéancier des garanties financières présentées dans l'arrêté préfectoral du 5 novembre 1999 et à l'article 2.9.2 de l'arrêté préfectoral du 3 avril 2002.

Le montant des garanties financières durant la période d'exploitation du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2009 est par année de 668 199 € (HT).

| <i>année</i> | <i>Coût total en € des garanties financières</i> |
|------------------------------------|--|
| 2005 | 668 199 |
| 2006 | 668 199 |
| 2007 | 668 199 |
| 2008 | 668 199 |
| 2009 (fin d'exploitation du site) | 668 199 |
| 2010 à 2014 | 501 149 |
| 2015 à 2024 | 375 862 |
| 2025 | 372 103 |
| 2026 | 368 382 |
| 2027 | 364 699 |
| 2028 | 361 052 |
| 2029 | 357 441 |
| 2030 | 353 867 |
| 2031 | 350 328 |
| 2032 | 346 825 |
| 2033 | 343 356 |
| 2034 | 339 923 |
| 2035 | 336 524 |
| 2036 | 333 158 |
| 2037 | 329 827 |
| 2038 | 326 529 |
| 2039 | 323 263 |

Le montant des garanties financières s'applique forfaitairement sans diminution dans le temps de l'exploitation.

2.4 - Intégration paysagère

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour la mise en œuvre des recommandations de l'étude paysagère réalisée en mars 2004 en vue d'améliorer l'intégration du site dans son environnement. Dans ce cadre, il prévoit notamment :

- la réalisation de chemins d'entretien autour de la zone d'enfouissement pour permettre l'accès et l'entretien de cette zone et de la digue de ceinture;
- l'entretien des haies bocagères ceinturant le site éventuellement en liaison avec les agriculteurs des parcelles agricoles environnantes.

Il réalise en liaison, le cas échéant avec la collectivité ou municipalité concernée, la plantation d'un bosquet et la reprise du carrefour entre la voie communale de l'Aiguillon et le chemin afin de mieux masquer les dépôts de déchets. Il améliore l'esthétique du bâtiment et de ses abords pour une meilleure intégration de ces derniers (peinture, plantation, ...).

2.5 - Bilan de fonctionnement

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 pris en application de l'article 17.2 du décret n° 77- 1133 du 21 septembre 1977 modifié sont applicables à l'établissement.

Le bilan à établir pour une période décennale est présenté au préfet avant le **30 juin 2007**.

Son contenu est présenté en annexe.

2.6 - Echancier des travaux à réaliser

| délai | mesures, travaux ou aménagements à réaliser |
|--------------------------------|--|
| 31 janvier 2005 | Ajustement des garanties financières et transmission du justificatif au Préfet. |
| 1 ^{er} septembre 2005 | Curage des réseaux de collecte des lixiviats. |
| 1 ^{er} septembre 2005 | Achèvement de la couverture sur au moins 1,5 hectares de la surface de la zone d'enfouissement permettant notamment de limiter les infiltrations d'eaux pluviales dans la masse des déchets. Les travaux correspondants sont présentés au préfet dans le mois qui suit leur achèvement(01/10/05). |
| 1 ^{er} septembre 2005 | Mise en place du réseau de drainage et de collecte des biogaz sur au moins l'ensemble de la zone devant être couverte à la même échéance (1,5 ha au moins) , en vue du raccordement des biogaz collectés à l'installation d'élimination (torchère). Ces travaux font l'objet d'un rapport transmis au préfet dans le mois qui suit leur achèvement (01/10/05). |
| 31 décembre 2005 | Réalisation d'un chemin autour de la zone d'enfouissement pour faciliter l'accès et l'entretien de cette zone dont la digue. Remise en état du réseau de collecte des eaux pluviales en périphérie de la zone d'enfouissement. |
| 31 décembre 2005 | Réalisation des travaux nécessaires au renforcement de la digue orientée vers l'ouest (où elle est la plus haute) et dans son prolongement dans l'arrondi vers le sud, pour prévenir le risque de glissement de cette digue. Ces travaux font l'objet d'un rapport transmis au préfet dans le mois qui suit leur achèvement (31/01/06). |
| 1 ^{er} avril 2006 | Mise en service de la torchère d'élimination des biogaz |
| 31 décembre 2007 | Achèvement de la couverture sur au moins 3,5 hectares de la surface de la zone d'enfouissement permettant notamment de limiter les infiltrations d'eaux pluviales dans la masse des déchets. Les travaux correspondants sont présentés au préfet au plus tard dans le mois qui suit leur achèvement (31/01/08) . |

ARTICLE 3 : Admission des déchets

L'annexe 3 mentionnée à l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral du 3 avril 2002 est modifiée et remplacée par l'annexe 2 qui concerne la liste des communes d'apport des ordures ménagères et autres résidus urbains admis sur le site.

ARTICLE 4 : Couverture du site et fin d'exploitation

4.1 Couverture du site

L'article 9.1 de l'arrêté préfectoral du 3 avril 2002 est remplacé par les dispositions du présent arrêté :

La couverture est mise en place progressivement. Elle est achevée, au plus tard, dans les six mois qui suivent la fin d'exploitation du site.

Cette couverture se compose du bas vers le haut :

- *d'une couche drainante de 30 cm minimum composée de mâchefers⁽¹⁾ ou de sable ou de mélange de ces derniers (ou produits équivalents) présentant une perméabilité supérieure ou égale à 10^{-4} m/s ;*
- *d'un géotextile ;*
- *d'un écran imperméable⁽²⁾ composé par un géo composite bentonitique dont la perméabilité est inférieure ou égale à 10^{-11} m/s ;*
- *d'une grille protectrice surmontée d'un géotextile ;*
- *de 50 cm minimum d'une couche de terre végétale destinée à la mise en place d'une végétation de type herbacé.*

(1) Les mâchefers pouvant être utilisés correspondent à la partie fine récupérée dans ces produits provenant de l'incinérateur de Saint-Viaud et ayant fait l'objet d'un contrôle qualitatif tel que décrit à l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2003.

(2) posé selon les recommandations générales pour la réalisation d'étanchéité par géosynthétiques bentonitiques.

La couverture présente une pente d'au moins 3 % et permet de diriger les eaux de ruissellement vers les dispositifs de collecte et de stockage tampon de ces eaux prévus à cet effet.

Cette pente qu'il est prévu de porter jusqu'à 15 % en périphérie de l'installation de stockage ne doit cependant pas créer de risque d'érosion ou d'instabilité de la couverture en place. Cette dernière est contrôlée périodiquement et entretenue en ce sens, aussi longtemps que nécessaire.

La couverture herbacée doit être maintenue en bon état notamment en période estivale (par exemple par arrosage pour maintenir la couverture végétale).

4.2 usage ultérieur du site

L'article 9.3 de l'arrêté préfectoral du 3 avril 2002 est remplacé par les dispositions ci après :

Conformément à l'article L 515-12 du code de l'environnement et aux articles 24.1 à 24.8 du décret d'application n° 77 1133 du 21 septembre 1977, l'exploitant propose au préfet un projet définissant les servitudes d'utilité publique à instituer sur tout ou partie de l'installation.

Ce projet est remis au Préfet avec la notification de la mise à l'arrêt définitif de l'installation prévue par l'article 34.1 du décret d'application du 21 septembre 1977 susvisé. Ces servitudes doivent interdire l'implantation de constructions et d'ouvrages susceptibles de nuire à la conservation de la couverture du site et à son contrôle. Elles doivent assurer la protection des

moyens de captage et de traitement du biogaz, des moyens de collecte et de traitement des lixiviats et au maintien durable du confinement des déchets mis en place. Ces servitudes peuvent autant que de besoin limiter l'usage du sol.

ARTICLE 5 : Faute pour la Communauté de Communes de PORNIC de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il sera, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement.

ARTICLE 6 : Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de l'affichage de l'arrêté.

Tout recours gracieux, en vertu de ces mêmes dispositions, ne peut interrompre ces délais de recours contentieux.

ARTICLE 7 : Une ampliation du présent arrêté sera déposée à la Mairie de SAINT-MICHEL-CHEF-CHEF et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché à la Mairie de SAINT-MICHEL-CHEF-CHEF pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du Maire de SAINT-MICHEL-CHEF-CHEF et envoyé à la Préfecture (Direction des Affaires Interministérielles et de l'Environnement - Bureau de la Réglementation de l'Environnement).

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et au frais de la Communauté de Communes de PORNIC, dans les quotidiens « Ouest-France » et « Presse-Océan ».

ARTICLE 8 : Deux ampliatis du présent arrêté seront remises à la Communauté de Communes de PORNIC qui devra toujours les avoir en sa possession et les présenter à toute réquisition. Un extrait de cet arrêté sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins de ce dernier.

ARTICLE 9 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire-Atlantique, le Sous-Préfet de SAINT-NAZAIRE, le Maire de SAINT-MICHEL-CHEF-CHEF et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur Principal des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANTES, le 13 décembre 2004
LE PREFET,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
signé : Jean-Pierre LAFLAQUIERE

